

LUXEMBOURG

MIFID – PRINCIPES DE BASE

Directive sur les marchés d'instruments financiers





SOMMAIRE

04	A. MIFID – PRINCIPES DE BASE	10	G. MOYENS DE COMMUNICATION ET RÉGLEMENTATION LINGUISTIQUE
04	1. GÉNÉRALITÉS	10	H. INFORMATIONS DE BASE SUR LES VALEURS MOBILIERES ET AUTRES PLACEMENTS FINANCIERS
04	2. CATALOGUE DES MESURES	10	I. INFORMATION SUR LA TARIFICATION DE LA DZ PRIVATBANK S.A. POUR LA PRESTATION DE SERVICES EN MATIÈRE DE VALEURS MOBILIÈRES ET DE SERVICES ANNEXES
06	B. DESCRIPTION DE LA CLASSIFICATION DES CLIENTS	10	J. AUTORISATION ET AUTORITÉ DE SURVEILLANCE COMPÉTENTE
06	1. GÉNÉRALITÉS CONCERNANT LA CLASSIFICATION DES CLIENTS	11	K. GARANTIE DES DÉPÔTS
06	2. PRINCIPES DE LA CLASSIFICATION DES CLIENTS PAR LA DZ PRIVATBANK S.A.	11	L. COMMENT NOUS CONTACTER
06	3. CATÉGORIES DE CLIENTS	12	ANNEXE 1
08	4. POSSIBILITÉS DE CHANGEMENT	15	ANNEXE 2
08	C. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA POLITIQUE DE LA DZ PRIVATBANK S.A. EN MATIÈRE DE CONFLITS D'INTÉRÊT		
09	D. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LES AVANTAGES DE TOUT TYPE		
09	E. ETENDUE ET FRÉQUENCE DES RAPPORTS		
10	F. FINANCEMENT PAR CRÉDITS ET INSTRUMENTS FINANCIERS AVEC EFFET DE LEVIER		

A. MIFID – PRINCIPES DE BASE

1. GÉNÉRALITÉS

MiFID (Markets in Financial Instruments Directive, en français : Directive concernant les marchés d'instruments financiers) est une directive de l'UE visant à harmoniser les marchés financiers et à augmenter la transparence dans le marché intérieur européen.

Cette directive concerne toutes les entreprises de prestations de services en matière de titres (banques, gestionnaires de fortune et la plupart des conseillers en placement), y compris celles qui se sont déjà volontairement engagées à une transparence élevée, comme par exemple la DZ PRIVATBANK en ce qui concerne la certification de sa gestion sous mandat. Grâce à MiFID, les clients auront la sécurité qu'à l'avenir, les mêmes règles s'appliqueront dans toute l'Europe aux opérations sur titres.

Les objectifs de MiFID sont une meilleure protection des investisseurs, une concurrence accrue et une plus grande harmonisation du marché financier européen.

Le principal souci lors de la conception de MiFID était de simplifier et de faciliter les opérations de placement privées et institutionnelles au sein de l'UE, mais aussi au-delà de ses frontières. MiFID crée les conditions nécessaires grâce à :

- » une protection homogène des clients
- » un marché concurrentiel qui exige les mêmes conditions pour toutes les places d'exécution et tous les participants européens
- » l'augmentation de la liquidité du marché
- » l'augmentation de l'efficacité des marchés de capitaux
- » un renforcement du marché financier européen

La directive de l'UE sur les marchés d'instruments financiers MiFID est entrée en vigueur le 1er novembre 2007.

2. CATALOGUE DES MESURES

Afin d'atteindre les objectifs fixés, les mesures suivantes ont été prises :

- » Dans le cadre de l'amélioration de la protection des investisseurs, tous les instituts de crédit sont tenus de par la loi de classer leurs clients en fonction de leur besoin de protection et d'assurer qu'un classement dans un des groupes de clients suivants est effectué :

- a) Clients privés
- b) Clients professionnels
- c) Contreparties éligibles

Pour ces groupes, des obligations différentes en matière d'information et de bonne conduite, ainsi que des obligations différentes lors du conseil et de l'exécution des opérations sur titres s'appliquent.

-
- » Afin d'améliorer les prestations de services transfrontalières, les établissements actifs sur le marché des valeurs mobilières reçoivent un « passeport européen ». Ainsi, l'autorisation d'une entreprise de prestations de services en matière de valeurs mobilières dans un pays membre est également valable dans tous les autres pays membres au sein de l'UE.
 - » Pour les services de conseil, il est nécessaire de rassembler certaines données concernant le client. Les établissements doivent s'assurer que les opérations correspondent aux objectifs de placement, à la situation financière, aux connaissances et à l'expérience du client. Il est nécessaire que les données soient complètes, afin de garantir une prestation de conseil qualifiée. Toutefois, le client doit s'attendre à devoir fournir plus d'informations et à devoir remplir davantage de formulaires.
 - » Chaque entreprise de prestations de services en matière de valeurs mobilières doit fixer des règles d'exécution (Best Execution Policy). Celles-ci doivent garantir que les produits financiers sont toujours achetés ou vendus au meilleur prix d'achat et de vente pour le client. Dans ces règles, les banques fixent entre autres la sélection de leurs places d'exécution, elles surveillent de façon périodique les critères de sélection et elles les défendent vis-à-vis des autorités de surveillance. Il doit être garanti ainsi que la place boursière ne dépend pas du montant des commissions, mais de l'intérêt du client. Vous trouverez des informations détaillées dans les « Conditions spéciales applicables aux opérations sur titres » ainsi que dans la liste des places boursières.
 - » Des mesures efficaces doivent être prises pour reconnaître les conflits d'intérêt lors de la prestation de services en matière de valeurs mobilières et de services annexes et pour éviter que les intérêts des clients ne soient compromis. L'entreprise de prestations de services en matière de valeurs mobilières est tenue de fixer ses propres règles et de prendre des mesures appropriées pour éviter les conflits d'intérêt. Vous trouverez des informations détaillées sous le point C « Informations générales sur la politique de la DZ PRIVATBANK S.A. en matière de conflits d'intérêt » et dans l'annexe 1.
 - » Les conditions sous lesquelles les entreprises de prestations de services en matière de valeurs mobilières peuvent accepter des avantages, des rétrocessions, des commissions ou produits de vente – ci-après dénommés avantages de tout type (y compris taxes, commissions et autres apports en argent et en nature) de tiers ou en concéder à des tiers sont très strictes. Ces conditions sont expliquées de façon détaillée sous le point D « Informations générales sur les avantages de tout type » et dans l'annexe 2.
 - » Dans l'intérêt de la transparence des coûts pour les clients, pour les prestations en matière de valeurs mobilières et les services annexes aux valeurs mobilières, les coûts et les frais annexes, y compris les taxes, les commissions, les rémunérations et les dépenses qui s'y rattachent doivent être publiés.

B. DESCRIPTION DE LA CLASSIFICATION DES CLIENTS

1. CONCERNANT LA CLASSIFICATION DES CLIENTS

La directive de l'UE concernant les marchés d'instruments financiers établit un classement en trois catégories de clients: elle distingue entre clients privés, clients professionnels et contreparties éligibles (directive UE 2004/39/CE, art. 4 et 24). En principe, le classement du client résulte de certains critères déterminés par la loi.

L'idée de base de la classification selon MiFID consiste à tenir compte des particularités et du besoin de protection de chaque catégorie d'investisseurs. Le niveau de protection le plus élevé est attribué aux clients privés. Par conséquent, les réglementations les plus strictes en matière de protection des investisseurs s'appliquent à ce groupe de clients, ce qui se manifeste dans des obligations d'information et des réglementations étendues et spécifiques lors de l'acceptation et l'exécution d'ordres de clients.

2. PRINCIPES DE LA CLASSIFICATION DES CLIENTS PAR LA DZ PRIVATBANK S.A.

En principe, les clients de la DZ PRIVATBANK S.A., sise à Luxembourg, et de ses succursales sises en Allemagne – ci après „DZ PRIVATBANK” – sont classés selon les prescriptions légales de la directive MiFID en clients privés, clients professionnels et contreparties éligibles. La DZ PRIVATBANK a pour principe de faire bénéficier le client du niveau de protection le plus élevé possible. La DZ PRIVATBANK n'utilise pas la possibilité offerte par la loi d'obtenir, sur demande, un classement différent, avec un niveau de protection plus bas.

La DZ PRIVATBANK ne permet pas le classement individuel en une catégorie de client, lié à un instrument financier ou une prestation de service en matière de valeurs mobilières, de sorte que le classement s'applique à la relation client/commerciale dans son ensemble et a un caractère général.

3. CATÉGORIES DE CLIENTS

Clients privés

Tous les clients qui ne sont pas des clients professionnels ou des contreparties éligibles sont classés comme clients privés. D'après la définition de MiFID, la catégorie des clients privés va au-delà des personnes physiques et comprend également de petites et moyennes entreprises, en fonction de leur forme juridique.

Les clients privés bénéficient du niveau de protection le plus élevé possible, c'est-à-dire que toutes les dispositions de la directive MiFID relatives à la protection des investisseurs doivent être appliquées intégralement.

Conformément à la directive MiFID, les obligations d'information, l'obligation d'exécution favorable au client et les informations relatives au traitement des ordres des clients s'appliquent sans restrictions aux clients privés.

Entre autres, des informations adéquates, dans une forme compréhensible, doivent être mises à disposition des clients privés dans quatre domaines :

- » la société de valeurs mobilières et ses prestations
- » les instruments financiers et les stratégies d'investissement proposées
- » les coûts et les frais annexes
- » les places d'exécution des opérations sur titres

Clients professionnels

Il s'agit de clients dont l'entreprise de prestations de services en matière de valeurs mobilières peut supposer qu'ils disposent de suffisamment d'expérience, de savoir et de connaissance de la matière pour prendre eux-mêmes leurs décisions d'investissement et pour pouvoir évaluer et prendre le risque qui s'y rattache.

La directive MiFID définit les clients suivants comme clients professionnels :

- a) entreprises de prestations de services en matière de valeurs mobilières
- b) autres établissements financiers autorisés ou surveillés
- c) compagnies d'assurance
- d) sociétés d'investissement et leurs sociétés de gestion
- e) fonds de pension et leurs sociétés de gestion
- f) certaines entreprises qui effectuent des opérations propres/commerce propre considérés comme prestations de services en matière de valeurs mobilières
- g) agents de change et agents d'instruments dérivés
- h) autres investisseurs institutionnels qui sont soumis à autorisation ou surveillance dans leur pays ou à l'étranger pour pouvoir agir sur le marché financier.
- i) entreprises qui dépassent au moins deux des trois caractéristiques suivantes :
 - 20 mio. EUR de total du bilan
 - 40 mio. EUR de chiffre d'affaires
 - 2 mio. EUR de fonds propres
- j) gouvernements nationaux et régionaux (État fédéral, régions, districts, communes) ainsi que bureaux de la gestion des dettes étatique
- k) banques centrales, organismes internationaux et supranationaux (p. ex. banque mondiale)
- l) autres investisseurs institutionnels non autorisés/surveillés dont l'activité principale est l'investissement en instruments financiers et établissements qui se consacrent à la titrisation d'actifs et à d'autres opérations financières

Si un client remplit les critères susmentionnés, il est un client professionnel en vertu de la loi et il sera classé comme tel par la DZ PRIVATBANK.

Contreparties éligibles

Conformément à la directive MiFID, certaines personnalités juridiques doivent être classées comme contreparties éligibles per se. Cette catégorie de clients est une partie des clients professionnels et dispose d'amples connaissances et d'une longue expérience en matière d'opérations financières, de manière que les dispositions de protection de la directive MiFID ne s'appliquent que de façon partielle.

Conformément à la loi, sont contreparties éligibles :

- » les entreprises énumérées sous clients professionnels de a à f
- » les établissements énumérés sous clients professionnels j et k
- » certaines entreprises qui ne sont pas considérées comme des entreprises de prestations de services en matière de valeurs mobilières, mais dont l'activité principale consiste en opérations propres et commerce propre de marchandises ou de dérivés de marchandises

Le classement des entreprises et établissements énumérés comme contreparties éligibles concerne uniquement les prestations de services en matière de valeurs mobilières suivantes :

- » opérations financières en commission : acquisition ou aliénation d'instruments financiers en nom propre pour le compte d'un tiers
- » intervention en tant qu'intermédiaire pour la conclusion : acquisition ou aliénation d'instruments financiers au nom d'un tiers pour le compte d'un tiers
- » intervention en tant qu'intermédiaire en matière de placements : l'intervention en tant qu'intermédiaire pour les opérations d'acquisition et d'aliénation d'instruments financiers
- » commerce propre : l'acquisition ou l'aliénation d'instruments financiers pour son propre compte en tant que prestation de service pour des tiers

Si la DZ PRIVATBANK prête en plus d'autres services en matière de valeurs mobilières (p. ex. conseil en placement ou gestion du portefeuille financier), le client est traité comme client professionnel en ce qui concerne ces opérations.

4. POSSIBILITÉ DE CHANGEMENT DE CATÉGORIE

Si un client professionnel ou une contrepartie éligible informe la DZ PRIVATBANK qu'il aimerait être classé comme client privé, ce changement est convenu avec le client (directive UE 2006/73/CE, art. 28 al. 3). Ce classement s'applique alors à toute la relation client/relation commerciale.

La DZ PRIVATBANK offre la possibilité, prévue conformément à la directive MiFID, pour un client privé de se faire répertorier en tant que client professionnel. Le client accepte, dans le cadre de ce changement, la perte des droits de protection des investisseurs. Le client peut obtenir de plus amples informations directement auprès de la DZ PRIVATBANK. La DZ PRIVATBANK n'utilise pas la possibilité prévue par la loi de considérer certains autres clients comme contreparties éligibles.

C. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA POLITIQUE DE LA DZ PRIVATBANK S.A. EN MATIÈRE DE CONFLITS D'INTÉRÊT

Conformément à la directive de l'UE 2006/73/CE, art. 30 (1) i, toutes les sociétés de valeurs mobilières sont tenues de mettre à disposition de leurs clients une description de la manière dont sont traités d'éventuels conflits d'intérêt.

Des conflits d'intérêt peuvent naître lors de la prestation de services en matière de valeurs mobilières ou de services annexes.

Si, dans certains cas isolés, les conflits d'intérêt ne peuvent être évités, la DZ PRIVATBANK en informera ses clients, conformément à sa politique en matière de conflits d'intérêt. Dans ces cas, s'il y a lieu, il sera renoncé à l'évaluation, le conseil ou la recommandation concernant l'instrument financier concerné.

Vous trouverez des informations détaillées concernant la politique de la DZ PRIVATBANK en matière de conflits d'intérêt dans l'annexe 1.

D. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LES AVANTAGES DE TOUT TYPE

La DZ PRIVATBANK offre à ses clients des prestations de service en matière de valeurs mobilières et des services annexes de grande qualité, en partie gratuitement. Les frais qui s'y rattachent peuvent être couverts par des avantages correspondants de tout type de la part des partenaires commerciaux de la DZ PRIVATBANK. Vous trouverez des informations détaillées sur les avantages de tout type pertinents pour la DZ PRIVATBANK dans l'annexe 2.

E. ETENDUE ET FRÉQUENCE DES RAPPORTS

Dans le cadre de la gestion sous mandat de la DZ PRIVATBANK, le client reçoit tous les ans au 30.06. et au 31.12. un rapport sur la gestion de portefeuille. En plus de ces deux dates, l'investisseur peut également recevoir, à sa demande, un rapport de gestion au 31.03. et au 30.09. La demande doit être faite auprès du conseiller de la DZ PRIVATBANK qui conviendra par écrit de l'envoi de rapports supplémentaires avec le client. Une fois l'accord conclu, la DZ PRIVATBANK mettra à l'avenir à disposition du client un rapport supplémentaire au 31.03. et au 30.09.

Lors de l'établissement du rapport, la DZ PRIVATBANK prend en compte la période écoulée de l'année jusqu'à la date du jour. La base pour l'établissement du rapport et les données à communiquer (p. ex. performance, coûts, etc.) est toujours le 31.12. de l'année précédente. Lors du premier rapport établi pour le client (à moins d'un an), quand il n'est pas possible de prendre le 31.12. de l'année précédente comme base, étant donné que la gestion de portefeuille n'a été conclue qu'au cours de l'année, la base est la date de début du portefeuille. L'indication des instruments financiers contenus dans le portefeuille se fait au cours du jour, si disponible. Si le cours du jour n'est pas disponible, le dernier cours disponible est utilisé.

Pour tous les portefeuilles pour lesquels un benchmark adéquat et expressif peut être établi, la DZ PRIVATBANK a défini un indice de comparaison. A la demande du client, en plus de la performance de son portefeuille, la performance du benchmark correspondant peut également être indiquée. La demande doit être faite auprès du conseiller de la DZ PRIVATBANK qui en conviendra par écrit avec le client. Seuls les benchmarks établis par la DZ PRIVATBANK peuvent être sélectionnés. Il n'est pas possible de convenir d'un benchmark individuel. S'il le souhaite, le client peut s'informer auprès de son conseiller sur les indices retenus par la DZ PRIVATBANK pour ses différentes stratégies de placement. La DZ PRIVATBANK se réserve le droit de modifier les benchmarks.

Pour la gestion sous mandat de la DZ PRIVATBANK, l'investisseur peut demander les informations essentielles sur l'opération effectuée, directement après l'exécution. Si le client le désire, il peut demander à son conseiller l'envoi quotidien de son courrier.

Dans le cadre des opérations groupées, il se peut que la DZ PRIVATBANK procède à l'exécution de différentes transactions sur titres en plusieurs tranches dans sa gestion de portefeuille. Le décompte client se fait sur la base d'un cours mixte formé d'après la moyenne arithmétique. Le client peut demander à son conseiller de l'informer des prix d'exécution des différentes tranches.

F. FINANCEMENT PAR CRÉDITS ET INSTRUMENTS FINANCIERS AVEC EFFET DE LEVIER

Dans le cadre de sa gestion sous mandat, la DZ PRIVATBANK ne gère pas de portefeuilles financés par des crédits. Il n'y a pas d'investissement dans des instruments financiers avec effet de levier.

G. MOYENS DE COMMUNICATION ET RÉGLEMENTATION LINGUISTIQUE

Le client a la possibilité de communiquer en personne, par téléphone, par e-mail, par télécopie ou par courrier avec la DZ PRIVATBANK. La langue véhiculaire est l'allemand. Si le compte est géré à Luxembourg, le client peut également communiquer en langue française, anglaise, italienne ou espagnole. Les ordres peuvent être transmis en personne, par téléphone, par télécopie ou par courrier, en fonction de la convention.

La DZ PRIVATBANK fournit généralement ses documents en allemand. Les informations communiquées par des tiers comme des émetteurs sont transmises dans la langue dans laquelle elles sont parvenues à la banque.

H. INFORMATIONS DE BASE SUR LES VALEURS MOBILIÈRES ET AUTRES PLACEMENTS FINANCIERS

Vous trouverez des informations détaillées sur les caractéristiques des instruments financiers dans la brochure « Informations de base sur les valeurs mobilières et autres placements financiers », disponible en allemand ou en anglais. Cette brochure est remise au client à l'ouverture du compte-titres. Vous pouvez également vous en procurer un exemplaire à tout moment auprès de votre conseiller.

I. INFORMATIONS SUR LA TARIFICATION LA DZ PRIVATBANK S.A. POUR LA PRESTATION DE SERVICES EN MATIÈRE DE VALEURS MOBILIÈRES ET DE SERVICES ANNEXES

Les informations correspondantes sont mises à la disposition du client dans la grille tarifaire de la DZ PRIVATBANK relative aux services bancaires destinés aux clients privés. Celle-ci est remise au client lors de la constitution de la relation d'affaires. La DZ PRIVATBANK publiera les modifications en observant les délais légaux. La grille tarifaire en vigueur est disponible sur simple demande.

J. AUTORISATION ET AUTORITÉ DE SURVEILLANCE COMPÉTENTE

La DZ PRIVATBANK dispose de l'autorisation écrite du ministre responsable de la Commission de surveillance du secteur financier, requise selon l'article 1 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier. L'autorité de surveillance compétente est la commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), 283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Les succursales de la DZ PRIVATBANK sises en Allemagne sont non seulement soumises à l'Autorité luxembourgeoise de surveillance (CSSF) mais également à l'Autorité fédérale allemande de surveillance des services financiers (BaFin). Adresse: Graurheindorfer Str. 108, D-53117 Bonn ou Marie-Curie-Str. 24-28, D-60439 Frankfurt. La DZ PRIVATBANK est autorisée, conformément à l'art. 26, al. 2 de la directive bancaire (2006/48/CE) à implanter des succursales et à établir son activité dans ces dernières.

L'autorité compétente en matière d'agrément des établissements de crédit est la Banque centrale européenne, Sonnemannstr. 20, D-60314 Frankfurt/Main.

K. GARANTIE DES DÉPÔTS

La DZ PRIVATBANK S.A. fait partie de l'organisme de garantie des dépôts de la Fédération allemande des banques coopératives (Bundesverband der Deutschen Volksbanken und Raiffeisenbanken, BVR). Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site www.bvr.de/se.

La DZ PRIVATBANK est membre du Fonds de garantie des dépôts Luxembourg (FGDL, www.fgdl.lu/info@fgdl.lu). La banque est également membre du Système d'indemnisation des investisseurs Luxembourg (SIIL).

L. COMMENT NOUS CONTACTER

Siège principal

Adresse commerciale
DZ PRIVATBANK S.A.
4, rue Thomas Edison
L-1445 Luxembourg-Strassen

Adresse postale
DZ PRIVATBANK S.A.
Boîte postale 661
L-2016 Luxembourg

Téléphone +3 52 44903-1
Télécopie +3 52 44903-2001
e-mail: info@dz-privatbank.com
internet: www.dz-privatbank.com

Registre de Commerce et des Sociétés
R.C.S. Luxembourg B 15579

Succursales en Allemagne:

DZ PRIVATBANK S.A.
Succursale de Berlin
Pariser Platz 3
D-10117 Berlin
Registre de commerce:
Tribunal de première instance
de Charlottenburg, HRB 164513

DZ PRIVATBANK S.A.
Succursale de Düsseldorf
Ludwig-Erhard-Allee 9
D-40227 Düsseldorf
Registre de commerce:
Tribunal de première instance
de Düsseldorf, HRB 67064

DZ PRIVATBANK S.A.
Succursale de Francfort
Platz der Republik 6
D-60325 Frankfurt/Main
Registre de commerce:
Tribunal de première instance
de Francfort, HRB 93030

DZ PRIVATBANK S.A.
Succursale de Francfort
Bureau Leipzig
Paulaner Palais, Klostersgasse 5
D-04109 Leipzig

DZ PRIVATBANK S.A.
Succursale de Hambourg
Rosenstraße 2
D-20095 Hamburg
Registre de commerce:
Tribunal de première instance
de Hambourg, HRB 121253

DZ PRIVATBANK S.A.
Succursale de Hanovre
Berliner Allee 5
D-30175 Hannover
Registre de commerce:
Tribunal de première instance
de Hanovre, HRB 206088

DZ PRIVATBANK S.A.
Succursale Hanovre
Bureau Oldenburg
Raiffeisenstraße 22/23
D-26122 Oldenburg

DZ PRIVATBANK S.A.
Succursale de Munich
Türkenstraße 16
D-80333 München
Registre de commerce:
Tribunal de première instance
de Munich, HRB 187530

DZ PRIVATBANK S.A.
Succursale de Nuremberg
Am Tullnaupark 4
D-90402 Nürnberg
Registre de commerce:
Tribunal de première instance
de Nuremberg, HRB 28350

DZ PRIVATBANK S.A.
Succursale de Stuttgart
Heilbronner Straße 41
D-70191 Stuttgart
Registre de commerce:
Tribunal de première instance
de Stuttgart, HRB 734525

ANNEXE 1

INFORMATION SUR LA POLITIQUE DE LA DZ PRIVATBANK EN MATIÈRE DE CONFLITS D'INTÉRÊT

Conformément à la directive de l'UE 2006/73/CE, art. 30 (1) i, toutes les entreprises de titres sont tenues de mettre à disposition de leurs clients une description de leurs principes concernant le traitement d'éventuels conflits d'intérêt.

1. A LA DZ PRIVATBANK, DES CONFLITS D'INTÉRÊT PEUVENT NAÎTRE ENTRE LE CLIENT ET

- a) la DZ PRIVATBANK/des entreprises liées à la DZ PRIVATBANK
- b) les employés de la DZ PRIVATBANK ou des personnes liées, y compris la direction de la DZ PRIVATBANK
- c) les personnes liées à la DZ PRIVATBANK par le contrôle
- d) d'autres clients

et pour les prestations de services en matière de valeurs mobilières et les services annexes suivants :

- a) opérations financières de commission (acquisition ou aliénation d'instruments financiers en nom propre pour le compte d'un tiers)
- b) opérations propres/opérations à prix fixe (acquisition ou aliénation d'instruments financiers pour compte propre)
- c) intervention en tant qu'intermédiaire pour la conclusion (acquisition ou aliénation d'instruments financiers au nom d'un tiers pour le compte d'un tiers)
- d) intervention en tant qu'intermédiaire pour le placement (intervention en tant qu'intermédiaire pour les opérations d'acquisition et d'aliénation d'instruments financiers ou leur justification)
- e) opérations d'émission (reprise d'instruments financiers pour le risque propre pour le placement ou la reprise de garanties équivalentes)
- f) opérations de placement (placement d'instruments financiers sans obligation de reprise fixe)
- g) gestion de portefeuille financier (gestion d'un ou de plusieurs portefeuilles investis en instruments financiers pour des tiers avec une marge de décision)
- h) conseil en placement (recommandations personnelles aux clients ou à leurs mandataires relatives aux opérations avec des instruments financiers déterminés, dans la mesure où la recommandation se base sur un examen du profil de l'investisseur ou si elle est décrite comme étant appropriée pour lui et n'est pas exclusivement communiquée par les canaux d'information ou de publicité)
- i) opérations de dépôt (gestion et administration d'instruments financiers pour tiers et les prestations de services qui s'y rattachent)
- j) octroi de crédits ou de prêts à des tiers pour la réalisation de prestation de services en matière de valeurs mobilières, dans la mesure où l'entreprise qui octroie le crédit ou le prêt participe à ces opérations
- k) opérations de change qui sont en relation avec des prestations de services en matière de valeurs mobilières

- l) distribution ou transmission d'analyses financières ou d'autres informations concernant les instruments financiers ou leurs émetteurs qui contiennent une recommandation directe ou indirecte en faveur d'une décision de placement déterminée
- m) prestations de services qui sont en relation avec les opérations d'émission
- n) prestations de services qui se réfèrent à un sous-jacent dans le sens du paragraphe 2 alinéa 2 numéro 2 ou 5 de la loi relative aux opérations sur titres

notamment

- a) en raison de relations personnelles des personnes en cause (directeur ou collaborateur ou personnes liées)
 - a.a) de la DZ PRIVATBANK avec les émetteurs d'instruments financiers, p. ex. par la participation dans des conseils de surveillance ou comités, ou
 - a.b) d'émetteurs d'instruments financiers avec la DZ PRIVATBANK (p. ex. en tant que client de la DZ PRIVATBANK)

ainsi que

- b) en raison de relations de la DZ PRIVATBANK avec les émetteurs d'instruments financiers, parce que
 - b.a) l'émetteur en cause est une filiale de la DZ PRIVATBANK ou
 - b.b) la DZ PRIVATBANK a des participations directes ou indirectes dans l'émetteur d'instruments financiers concerné.

En outre, il peut y avoir des conflits d'intérêt quand la DZ PRIVATBANK

- c) collabore aux émissions de l'émetteur d'instruments financiers en cause
- d) octroie des crédits ou des garanties à l'émetteur d'instruments financiers en cause
- e) participe à l'établissement d'une analyse financière concernant l'émetteur d'instruments financiers en cause
- f) effectue/reçoit des paiements au/de l'émetteur d'instruments financiers en cause
- g) a conclu des coopérations avec l'émetteur d'instruments financiers en cause
- h) gère/détient des filiales/participations directes ou indirectes communes avec l'émetteur d'instruments financiers concerné

2. DES CONFLITS D'INTÉRÊT PEUVENT ÉGALEMENT NAÎTRE QUAND

- a) la DZ PRIVATBANK ou différentes personnes concernées de la DZ PRIVATBANK disposent d'informations qui ne sont pas encore connues publiquement au moment de la transaction avec le client
- b) il existe des incitations à donner la préférence à un instrument financier déterminé, p. ex. lors de l'analyse, du conseil, de la recommandation ou de l'exécution de l'ordre.

3. LA DZ PRIVATBANK EST SOUMISE AU CONTRÔLE DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DU SECTEUR FINANCIER (CSSF) LUXEMBOURGEOISE ET EST TENUE DE RESPECTER LES CIRCULAIRES DE LA COMMISSION. EN OUTRE, LA DZ PRIVATBANK EST MEMBRE DE L'ASSOCIATION DES BANQUES ET BANQUIERS LUXEMBOURG (ABBL).

LES SUCCURSALES DE LA DZ PRIVATBANK SONT NON SEULEMENT SOUMISES AU CONTRÔLE DE L'AUTORITÉ LUXEMBOURGEOISE DE SURVEILLANCE (CSSF) MAIS ÉGALEMENT À CELUI DE L'AUTORITÉ FÉDÉRALE ALLEMANDE DE SURVEILLANCE DES SERVICES FINANCIERS (BAFIN) ET SONT DANS L'OBLIGATION D'OBSERVER LES CIRCULAIRES DE LA RÉGLEMENTATION BANCAIRE.

4. LA DZ PRIVATBANK EN TANT QUE SOCIÉTÉ DE VALEURS MOBILIÈRES ELLE-MÊME, AINSI QUE LES COLLABORATEURS DE LA DZ PRIVATBANK SONT TENUS, EN VERTU DES DISPOSITIONS LÉGALES, DE FOURNIR LES PRESTATIONS DE SERVICES EN MATIÈRE DE VALEURS MOBILIÈRES ET LES SERVICES ANNEXES ÉNUMÉRÉS AU POINT 1 DE FAÇON HONNÊTE, INTÈGRE ET PROFESSIONNELLE, DANS L'INTÉRÊT DES CLIENTS ET D'ÉVITER AUTANT QUE POSSIBLE LES CONFLITS D'INTÉRÊT.

Indépendamment de cela, la DZ PRIVATBANK a créé une directive organisationnelle Compliance et a mis en place une fonction de Compliance responsable qui inclut notamment les mesures suivantes :

- a) la création de domaines de confidentialité avec des « Chinese Walls », c'est-à-dire des barrières virtuelles et réelles pour limiter le flux des informations
- b) l'obligation de tous les collaborateurs pour lesquels des conflits d'intérêt pourraient apparaître dans le cadre de leur activité, de révéler toutes leurs opérations portant sur des instruments financiers
- c) la gestion de listes de blocage dans lesquelles les instruments financiers pour lesquels il peut y avoir des conflits d'intérêt sont classés. Les opérations relatives aux instruments financiers de la liste de blocage sont interdites
- d) la tenue d'un répertoire des initiés. Ce répertoire contient toutes les personnes concernées de la DZ PRIVATBANK qui détiennent des informations d'initiés.
- e) le contrôle courant de toutes les opérations effectuées par les collaborateurs concernés de la DZ PRIVATBANK
- f) la réglementation sur l'acceptation de cadeaux et d'autres avantages
- g) la formation des employés de la DZ PRIVATBANK

Si, exceptionnellement et dans des cas isolés, les conflits d'intérêt ne peuvent pas être évités par le partage des tâches ou la fonction de Compliance, la DZ PRIVATBANK en informera ses clients. Dans ces cas, s'il y a lieu, la DZ PRIVATBANK renoncera à l'évaluation, au conseil ou à la recommandation concernant l'instrument financier en cause.

5. LES CLIENT PEUVENT DEMANDER À LA DZ PRIVATBANK DE LEUR FOURNIR PLUS D'INFORMATIONS SUR CES ÉVENTUELS CONFLITS D'INTÉRÊT.

ANNEXE 2

INFORMATIONS SUR LES AVANTAGES DE TOUT TYPE

1. GÉNÉRALITÉS

La DZ PRIVATBANK offre à ses clients des prestations de services de qualité élevée en matière de valeurs mobilières et des services annexes, en relation avec les placements financiers. Plus précisément :

» Conseil en placement :

Structuration du patrimoine individuelle et adaptée aux besoins du client en prenant en compte la situation financière personnelle, les connaissances en matière de placements et le degré de prise de risque accepté

La banque ne pratique pas le conseil en placement contre honoraires. Dans le cadre du conseil en placement, la banque peut percevoir des avantages de la part de ses partenaires commerciaux.

» Intervention en tant qu'intermédiaire en matière de placements :

Réception des ordres des clients et transmission pour exécution aux contreparties de la DZ PRIVATBANK

» Gestion sous mandat :

Gestion de fortune professionnelle active en prenant en compte le profil d'investisseur personnel, l'horizon de placement, les objectifs du placement, les attentes en matière de rendement, le degré de prise de risque accepté, la situation financière et les connaissances en matière de placements, certifiée depuis 1991 conformément aux Global Investment Performance Standards (GIPS)

» Planification financière :

Les Certified Financial Planners et Certified Estate Planners (CFP/CEP) de la DZ PRIVATBANK, qui travaillent en conformité avec des normes de qualité internationales très strictes administrent des structures patrimoniales complexes d'un point de vue juridique et fiscal, en s'adaptant aux objectifs individuels et aux circonstances de vie personnelles des clients

» Mise à disposition d'informations :

Informations générales : mise à disposition de matériel d'information diversifié sur les marchés financiers et les marchés de capitaux, les tendances du marché, de commentaires sur le marché, de matériel de recherche, de cours des titres, d'informations sur les devises, de recommandations d'investissement, entre autres. A tout moment, vous pouvez consulter le site web de la DZ PRIVATBANK (www.dz-privatbank.com) où vous trouverez nos offres de produits et services et nos recommandations de placement.

Informations personnalisées : mise à disposition de situations de comptes et de comptes-titres avec calcul de la performance, rapports fiscaux, utilisation de Private Banking-Online.

Un grand nombre de ces services sont offerts gratuitement par la DZ PRIVATBANK. Les frais qui s'y rattachent sont en partie couverts par des avantages correspondants de tout type de la part des partenaires commerciaux de la DZ PRIVATBANK.

2. TYPES D'AVANTAGES

En tant qu'avantages pour des prestations liées aux placements financiers, la DZ PRIVATBANK peut payer ou recevoir des commissions de vente, des commissions de suivi, des commissions d'intermédiaire, des incitations et des prestations de soutien en nature. Les types d'avantages suivants sont pertinents pour la DZ PRIVATBANK en relation avec son offre de produits actuelle :

Commission de vente

En cas de commission de vente, la DZ PRIVATBANK reçoit ou paie une provision unique par opération. Il s'agit d'une commission sous forme d'un droit d'entrée et de prestations monétaires liées au succès, telles que les paiements en fonction du volume et les gratifications.

Les paiements de commissions de vente sont utilisés pour couvrir les frais courants, les investissements et donc pour le renforcement de l'offre de suivi. La DZ PRIVATBANK remplit des obligations d'information et de conseil indépendants, pour lesquelles des frais séparés ne sont pas facturés. Le client peut à tout moment profiter d'un service de conseil de qualité qui n'est lié à aucune obligation de conclusion. Il s'agit d'avantages qui servent à maintenir ou à créer des infrastructures efficaces et de qualité pour l'acquisition et l'aliénation d'instruments financiers.

» Fonds de placement :

Pour l'intervention en tant qu'intermédiaire d'un fonds de placement, la DZ PRIVATBANK reçoit ou paie partiellement une partie des droits d'entrée. En principe, on distingue les fonds load (fonds avec droit d'entrée) et les fonds no load (fonds sans droit d'entrée). La DZ PRIVATBANK ne reçoit ou ne paie une partie des droits d'entrée que pour les fonds load. Si la DZ PRIVATBANK reçoit une partie des droits d'entrée, celle-ci peut aller jusqu'à 100 pour cent des droits d'entrée. Vous pouvez consulter le montant des droits d'entrée dans le prospectus de vente du fonds en question.

» Certificats et obligations structurées :

Pour l'intervention comme intermédiaire de certificats et d'obligations structurées, la DZ PRIVATBANK reçoit dans de rares cas, de l'émetteur concerné, une commission sur les sommes investies. Le montant de cette commission dépend de la convention de distribution établie avec l'émetteur. Il peut aller jusqu'à 5 pour cent du prix d'émission. Votre conseiller vous fournira de plus amples informations sur les produits actuellement concernés et sur le montant de la commission de vente.

Commissions de suivi

La DZ PRIVATBANK reçoit ou paie une commission de suivi quand le client maintient les titres correspondants et que ceux-ci sont en dépôt à la DZ PRIVATBANK. Le montant des paiements dépend du type de titre, du volume et de la durée de détention. La commission de suivi crée la condition nécessaire pour un travail de longue durée avec le client. Il s'agit d'avantages qui servent à maintenir ou à créer des infrastructures efficaces et de qualité pour l'acquisition et l'aliénation d'instruments financiers. Après conclusion et pendant la relation client, le conseiller vérifie la structure du dépôt de ses clients et, en cas de besoin et en raison de développements sur le marché des capitaux, il approchera activement le client. En outre, après conclusion, d'autres services sont mis à disposition, p. ex. l'établissement et l'envoi de situations de compte, de rapports fiscaux et de documentation.

» **Fonds de placement :**

En premier lieu, la DZ PRIVATBANK reçoit et concède des commissions de suivi pour les prestations d'intermédiaire lors de la vente de parts de fonds de placement. Elles sont payables aussi bien pour la vente de fonds load que pour la vente de fonds no load. En règle générale, les commissions de suivi sont moins élevées pour la vente de fonds load que pour la vente de fonds no load. La DZ PRIVATBANK, pour sa part, rétrocède à des tiers jusqu'à 60 % des commissions de suivi reçues. La base du calcul peut être la commission d'administration ou la moyenne de l'en-cours. La DZ PRIVATBANK vous fournit volontiers des informations plus détaillées, sur simple demande.

a) Calcul basé sur la commission d'administration :

Dans ce cas, la DZ PRIVATBANK reçoit une part de la commission d'administration, qui peut aller jusqu'à 60 pour cent par an. Vous pouvez consulter le montant de la commission d'administration dans le prospectus de vente du fonds en question.

b) Calcul basé sur la moyenne de l'en-cours :

La DZ PRIVATBANK reçoit une commission de suivi allant jusqu'à 1 pour cent par an. Le paiement est basé sur le volume moyen des titres en dépôt à la DZ PRIVATBANK, déterminé au jour de référence.

» **Certificats et obligations structurées :**

La DZ PRIVATBANK reçoit et concède des émetteurs de certificats et d'obligations structurées une commission sur en cours dont le montant dépend de l'accord avec l'émetteur en question. Elle peut aller jusqu'à 0,65 pour cent par an et est calculée sur la base des encours à la date de référence ou sur la base des encours mensuels moyens de la DZ PRIVATBANK. Votre conseiller vous fournira de plus amples informations sur les produits actuellement concernés et le montant de la commission sur en-cours.

Paiement de commissions d'intermédiaire par la DZ PRIVATBANK

» **Apport de clients/tenue compte et de compte-titres auprès de la DZ PRIVATBANK :**

La DZ PRIVATBANK verse aux banques partenaires intermédiaires et aux gestionnaires de patrimoine externes jusqu'à 60 % des commissions de transactions sur titres, des commissions sur encours, des droits d'entrée et des commissions de gestion de patrimoine en tant que commission de vente. Le montant de la commission de transactions sur titres est indiqué dans la grille tarifaire de la DZ PRIVATBANK relative aux services bancaires destinés aux clients privés.

Par ailleurs, la DZ PRIVATBANK peut verser au partenaire intermédiaire jusqu'à 100 % des commissions issues d'une relation de clientèle. Les commissions éventuelles et leurs montants sont indiqués dans la grille tarifaire de la DZ PRIVATBANK relative aux services bancaires destinés aux clients privés.

Prestations de soutien en nature

Il s'agit la plupart du temps de formations spécifiques au domaine, de prestations de services, de transmission d'analyses financières et de mise à disposition de matériel et logiciels informatiques. Elles sont soit fournies à la DZ PRIVATBANK, soit la DZ PRIVATBANK les fournit aux émetteurs. Les prestations de soutien en nature peuvent varier grandement et sont en outre difficilement chiffrables. Le client peut obtenir de plus amples informations directement auprès de la DZ PRIVATBANK.

REMARQUE SPÉCIALE :

Dans ces informations de base concernant MiFID, la DZ PRIVATBANK divulgue – autant que possible et de façon aussi précise que possible dans la forme standardisée – tous les avantages de tout type qu'elle reçoit et qu'elle paie dans le cadre de la prestation de services en matière de valeurs mobilières et de services annexes. La DZ PRIVATBANK présume que, sur cette base, le client peut se faire une image détaillée des avantages de tout type que la DZ PRIVATBANK reçoit ou concède. Si ce n'est pas le cas, la DZ PRIVATBANK fournit évidemment des informations plus détaillées. La DZ PRIVATBANK informera ses clients de modifications pertinentes dans le cadre de l'adaptation de l'offre de produits de la DZ PRIVATBANK ou de la modification de son orientation en matière de politique de vente ou encore en raison d'un cadre légal modifié.



Siège

DZ PRIVATBANK S.A.
4, rue Thomas Edison
L-1445 Strassen, Luxembourg

Adresse postale

DZ PRIVATBANK S.A.
Boîte Postale 661
L-2016 Luxembourg

Téléphone +3 52 44903-1
Télécopie +3 52 44903-2001

e-mail: info@dz-privatbank.com
Internet: www.dz-privatbank.com

La DZ PRIVATBANK S.A. fait partie
de l'organisme de garantie des
dépôts de la Fédération allemande
des banques coopératives (Bundes-
verband der Deutschen Volksbanken
und Raiffeisenbanken, BVR).
www.bvr.de/se

Dernière mise à jour de toutes
les informations, représentations
et explications: avril 2016,
sauf indication contraire.

BERLIN
DÜSSELDORF
FRANCFORT
HAMBOURG
HANOVRE
LEIPZIG
MUNICH
NUREMBERG
OLDENBURG
STUTTGART

LUXEMBOURG
ZURICH